

Couverture

Page titre

Table des matières

INTRODUCTION

PREMIÈRE PARTIE Reconfigurations des identités et de leur rôle sociopolitique

CHAPITRE PREMIER : Disparition de l'État et reconfiguration des conflits identitaires en Afghanistan, par Gilles Dorronsoro

Introduction

Les pays du Sud-Caucase, d'Asie centrale et l'Afghanistan font régulièrement la une des médias occidentaux : assassinats ciblés par les insurgés afghans, victimes civiles « collatérales » à la suite d'opérations de l'OTAN, reprise sporadique des violences au Karabakh, guerre russo-géorgienne d'août 2008, émeutes interethniques d'Och au Kirghizstan en juin 2010... Ces régions éloignées ne sont connues du grand public que sous l'angle des déstabilisations qui s'y produisent. Elles sont également évoquées lorsqu'on parle de géopolitique de l'énergie ou du prétendu « Grand Jeu » qui opposerait Russie et États-Unis, mais aussi Chine et Inde ou encore Turquie et Iran. Dans un autre registre, les émissions culturelles dédiées aux fameuses « routes de la Soie » sont devenues légion, et les brochures touristiques amplifient volontiers les attendus orientalistes élaborés sur cette partie du monde au XIX^e siècle.

Loin de tous ces clichés, les pays du Sud-Caucase, d'Asie centrale et l'Afghanistan sont en pleine évolution. Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan sont apparus sur la scène internationale à la suite de l'implosion de l'Union soviétique, tandis que l'Afghanistan a réémergé sur cette même scène à plusieurs reprises : tout d'abord en 1989, au moment du retrait des troupes soviétiques, puis en 1996, lorsque les talibans y ont pris le pouvoir, et enfin en 2001, lors de l'intervention occidentale. En 2014, le pays est censé retrouver sa souveraineté complète avec le départ des troupes de la coalition internationale, du moins de leur plus grande partie ; il pourra alors construire son propre destin, même si celui-ci prendra peut-être le visage d'une nouvelle guerre civile.

En 1978, Hélène Carrère d'Encausse avait évoqué, dans *L'Empire éclaté*, la possibilité d'une disparition rapide de l'Union soviétique, qu'elle attribuait à l'écart démographique croissant entre populations soviétiques et aux transformations culturelles profondes des régions méridionales de l'Union, Asie centrale et Caucase. Personne, à cette époque, n'avait pu envisager que le changement viendrait du centre et non de la périphérie, et que la Russie serait la première à initier une si paradoxale « sortie d'Union soviétique ». Si *L'Empire éclaté* n'a pu imaginer que les peuples du pourtour Baltique-mer Noire seraient à la pointe des revendications d'autonomie, et les Centrasiatiques partisans d'un *statu quo* conservateur, cet ouvrage fondamental a toutefois perçu, à juste titre, l'importance des facteurs centrifuges internes, et identifié que le changement viendrait de l'intérieur du pays, non du rapport de forces avec l'Occident. En envisageant les sociétés de la région sous l'angle d'*Éclats d'empires*, ce livre cherche lui aussi à promouvoir une analyse de l'intérieur, insistant sur les changements politiques, sociaux, culturels et économiques vécus par les sociétés de la région, non sur le regard extérieur projeté sur eux.

À première vue, cet ensemble de pays ne présente guère d'unité. Leur potentiel de développement, leurs choix politiques et leurs stratégies identitaires sont extrêmement divergents. L'Arménie et l'Afghanistan ont peu de choses en commun. En tant qu'ensembles régionaux, le Sud-Caucase et l'Asie centrale partagent leur passé russe et soviétique, ainsi que certains mécanismes de gestion de ce passé et d'intégration sur la scène internationale. L'Asie centrale et l'Afghanistan ont connu au XX^e siècle des destins totalement différents, mais disposent d'un socle historique et culturel commun, qui ne contribue pas nécessairement à les rapprocher aujourd'hui. Le Sud-Caucase et l'Asie centrale doivent construire des relations nouvelles à la Russie, ce qui n'est pas le cas, ou bien moins, de l'Afghanistan, concentré sur son rapport à l'encombrant voisin pakistanais. Le Sud-Caucase est également tourné vers le monde turc et la mer Noire, alors que l'Asie centrale ou l'Afghanistan s'orientent plutôt vers la Chine, potentiellement vers l'Asie du Sud. L'Iran est pour tous un élément d'unité et un acteur régional incontournable, mais sa mise au ban de la communauté internationale a réduit son rôle et sa visibilité. Enfin, au sein même des deux ensembles régionaux, les divergences sont grandes : les trois pays du Sud-Caucase suivent des chemins de développement dissociés, tandis que ceux d'Asie centrale, aux caractéristiques peut-être moins contrastées dans les années 1990, se construisent aujourd'hui des avenir distincts, fondés avant tout sur leurs ressources économiques respectives.

P009-001-V.jpg

Cependant, au-delà de cette apparence d'éclatement, Sud-Caucase, Asie centrale et Afghanistan partagent tous un statut paradoxal de « milieu des empires » qui oriente traditionnellement l'analyse. Ils sont souvent présentés comme de simples pions des grandes puissances, sans autonomie propre, n'ayant de valeur qu'en tant qu'éléments de stratégies mondiales plus vastes. Il est indéniable que ces pays suscitent, de la part des grandes puissances internationales et locales, un intérêt souvent supérieur à ce que dicterait la seule *Realpolitik*, car ils sont perçus comme une arène où les équilibres géopolitiques mondiaux se jaugent. Mais il serait erroné de n'observer ces sociétés qu'à travers ce prisme, alors que, confrontées à des défis de multiples natures, elles sont les actrices de leur propre histoire.

Si ces pays alimentent l'imaginaire occidental, ils projettent eux-mêmes sur l'Occident leurs propres fantasmes et se construisent des identités en contrepoint : la Géorgie de Mikhaïl Saakachvili s'est longtemps nourrie du mythe d'une proximité identitaire avec les valeurs libérales des États-Unis ; l'Arménie, de par son importante diaspora, est davantage tournée vers la « vieille Europe » et la Russie que vers l'Amérique ; l'Azerbaïdjan et le Turkménistan se sont rêvés en nouveaux émirats grâce à leurs richesses, pétrolières pour le premier, gazières pour le second ; le Kirghizstan a cultivé son image d'îlot démocratique et montagnoux, « Suisse de l'Asie centrale » ; l'Ouzbékistan se voit en puissance historique de l'Asie centrale assise sur les fondations de plusieurs grands empires (karakhanide, timouride) ; le Tadjikistan se voudrait un « Iran oriental », rappelant que les grandes avancées culturelles du monde iranophone ont eu lieu à l'est des frontières de l'actuel Iran ; l'Afghanistan, enfin, oscille entre l'image d'une forteresse de l'islam que certains veulent fermer aux Occidentaux et l'expérience d'un *nation-building* exogène, financé par la communauté internationale.

Ces mythologies nationales ne reflètent que très partiellement les évolutions politiques et sociétales contemporaines. Dans les deux dernières décennies, les pays de la région ont dû faire face à des défis importants en termes d'unité territoriale ; nombre d'entre eux ont connu des guerres civiles ou des affrontements sécessionnistes au début des années 1990. Alors que le Tadjikistan a pu se reconstruire, les pays du Sud-Caucase gèrent avec difficulté, aujourd'hui encore, le legs de ces conflits « gelés », et l'Afghanistan peine à effacer les séquelles de trente années de conflits. Le thème de la *sécurité*, principalement de l'État, mais également de la nation et des régimes, est probablement l'un des principaux dénominateurs communs des discours politiques dans l'ensemble de la région. Les dangers sont parfois réels – la souveraineté de l'État sur son territoire n'est pas toujours assurée –, mais ils sont aussi fantasmés ou instrumentalisés, comme en Asie centrale, où les régimes en place diffusent volontiers l'idée d'une déferlante islamique freinée uniquement par leurs politiques autoritaires mais laïques. Cette rhétorique de la sécurité se conjugue à un fonctionnement clientéliste et patrimonial des élites en place, bien établies mais également à la merci de renversements impromptus (« révolutions » en Géorgie et au Kirghizstan, chute des talibans à la suite d'une intervention étrangère en Afghanistan), et elle légitime des violations régulières des libertés publiques.

Comme dans le cas des déchirements yougoslaves, la religion et les divisions ethniques servent souvent d'explication première aux difficultés que connaît la région et sont appréhendées, de manière décontextualisée, comme spontanément conflictogènes. Or elles ne deviennent source de tensions que s'il se trouve des individus pour fonder leurs logiques politiques ou identitaires sur elles. Les marqueurs culturels des identités collectives sont en effet à géométrie variable. Ainsi, le religieux, et en particulier l'islam, est bien plus multiforme que l'image du radicalisme islamique ne le laisse penser. Les musulmans du Caucase, d'Asie centrale et d'Afghanistan en font aussi bien un élément clé de leur identité collective, de leur intégration dans le tissu social, qu'un marqueur individuel. Si ceux qui souhaitent promouvoir une lecture plus littérale et universaliste de l'islam sont en nombre croissant, leurs objectifs sont plus moraux que politiques. Seule une minorité voit en l'islam une idéologie de la libération s'appuyant sur le ressentiment grandissant envers des régimes corrompus – souvent soutenus par les grandes puissances – qui n'exercent plus leur fonction première de redistribution des richesses. Le marqueur ethnique est tout aussi complexe, s'inscrivant dans des logiques héritées des découpages territoriaux soviétiques ou, en Afghanistan, des modes de redistribution du pouvoir par l'État. Les élites locales se construisent ainsi une légitimité propre, monnayable avec l'État central ou la communauté internationale et fondée sur la politisation de tensions identitaires ancrées dans le vécu quotidien des sociétés. La « culture », loin d'être un donné immuable, se structure elle aussi en fonction de l'attention que les autorités politiques lui portent et des espaces de liberté laissés aux individus.

Sur le plan économique et social, les sociétés du Sud-Caucase, d'Asie centrale et d'Afghanistan ont connu au cours des vingt dernières années des transformations de grande ampleur. L'effondrement de l'Union soviétique a eu un impact majeur sur les économies locales, en particulier dans les pays aux ressources limitées – Tadjikistan et Kirghizstan, mais aussi Arménie et Géorgie –, qui n'ont d'autre choix que de se tourner vers des économies de services ou de chercher des niches commerciales spécifiques. Le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan, le Turkménistan et, dans une moindre mesure, l'Ouzbékistan profitent, ou espèrent profiter, de leur manne pétrolière et gazière, ainsi que de leurs richesses minérales, mais les mécanismes de redistribution de la rente sont aléatoires et encore peu performants, contribuant à accentuer les écarts de revenus au lieu de les compenser. L'Afghanistan, de son côté, doit reconstruire une économie détruite par des décennies de conflits ; il souhaite valoriser ses richesses minérales, et potentiellement son statut de pays transitaire entre Asie centrale et Asie du Sud. Les économies de l'ombre sont très répandues dans toute la région : le trafic de drogue domine en Afghanistan et en Asie centrale, tandis que de multiples petits trafics se développent dans les zones de non-droit du Sud-Caucase et de la frontière afghano-pakistanaise.

Face aux changements en cours, les populations ont mis en place des mécanismes d'adaptation : exil, migrations de travail, renforcement des solidarités au niveau local, multiplication des revenus parallèles, stratégies de captation des rentes étatiques. Les élites en place, en grande partie issues des régimes précédents (apparatchiks du Parti communiste ou leurs enfants dans l'espace postsoviétique, anciens « seigneurs de guerre » notabilisés en Afghanistan), ont su asseoir leur pouvoir tant politique qu'économique. Elles sont cependant concurrencées de manière croissante par de nouvelles élites formées en Occident ou dans le monde musulman, porteuses de valeurs démocratiques et/ou islamiques, habituées à fonctionner dans des espaces plus internationalisés et à utiliser les technologies modernes, comme les réseaux sociaux, pour établir leur légitimité.

Sud-Caucase, Asie centrale et Afghanistan illustrent donc la difficulté à gérer des défis de différentes natures : défis politiques, car dans certains de ces pays l'unité territoriale est fragile, et les régimes oscillent de l'autoritarisme extrême du Turkménistan au statut potentiel d'« État en déliquescence » (*failing state*) du Kirghizstan ; défis économiques, car il leur faut s'insérer dans l'économie-monde, soit *via* leurs industries d'extraction, soit *via* l'occupation de certaines niches commerciales ; défis sécuritaires, car les risques abondent, du sécessionnisme et de l'insurrection aux catastrophes naturelles et aux pandémies, auxquelles ils sont mal préparés ; défis géopolitiques, car ils se trouvent au carrefour d'influences multiples et contradictoires, et doivent se garantir une marge d'autonomie entre les grandes puissances ou les puissances régionales montantes ; défis sociétaux, enfin, car la paupérisation massive, l'émergence de nouvelles classes moyennes, l'édification de référents identitaires supra- ou infranationaux mettent en péril la traditionnelle et exclusive affiliation à l'État-nation et entraînent une démultiplication des identités individuelles et collectives.

P014-001-V.jpg

PREMIÈRE PARTIE

Reconfigurations des identités et de leur rôle sociopolitique

Le Sud-Caucase, l'Asie centrale et l'Afghanistan sont souvent dépeints, dans les médias et dans certains travaux académiques, comme des régions secouées par des conflits ethniques, claniques ou tribaux, violents ou sous-jacents. La diversité ethnique du Sud-Caucase est regardée comme la principale raison de la fragilité politique et sociale de la région. En Asie centrale, la vie politique locale est passée au crible des relations claniques : tout remaniement ministériel en Ouzbékistan, au Kazakhstan ou au Turkménistan fait l'objet d'analyses en termes de représentation des clans, l'objectif étant de rattacher chaque personnalité à un groupe de référence qu'elle représenterait. Au Kirghizstan, c'est la division Nord-Sud qui a été transformée, par les acteurs politiques et les médias locaux, de même que par la presse internationale, en moteur expliquant, voire légitimant, les soubresauts politiques qu'a connus le pays dans la décennie 2000. Enfin, l'Afghanistan se pose en cas emblématique d'une surexploitation du prisme de l'ethnicité : la diversité ethnique du pays serait l'une des raisons majeures de son instabilité et de son échec en tant qu'État-nation, et tout événement pourrait se lire à travers le filtre de l'opposition entre les Pachtounes et les ethnies regroupées sous la bannière de l'Alliance du Nord.

Certains de ces arguments sont valables, mais ils doivent être considérés à l'intérieur de grilles de lecture plus larges. En effet, les identités, qu'elles soient nationales, régionales, communautaires ou individuelles, sont mouvantes dans le temps, dans l'espace, et éminemment interrelationnelles. Identité et altérité sont en constante interaction, et l'on ne présente pas la même facette de soi suivant la personne avec qui l'on parle ou à qui l'on fait la guerre. De plus, les identités ne sont pas exclusives les unes des autres, et chaque individu cumule plusieurs appartenances jugées non contradictoires, car chaque fois articulées de manière spécifique : sexe, genre, place dans la famille proche, dans la famille élargie, dans la communauté, dans la vie professionnelle, dans la vie associative, en tant que membre d'une nation, d'une religion, en tant que citoyen de la planète, etc. Il est donc nécessaire de relativiser le composant ethnique/clanique, car il peut évoluer dans ses caractéristiques internes (on peut insister alternativement sur sa langue, sa religion, sa culture, son origine, son statut politique, son statut territorial), être instrumentalisé à certaines occasions mais non à d'autres, et se combiner avec de multiples autres critères d'appartenance. Enfin, le jugement de valeur qui est souvent porté sur ces questions n'est pas de mise : l'idée que l'usage de ces identités est une survivance du passé, le signe d'un archaïsme social qui doit être dépassé, d'une spécificité inconnue dans nos cultures occidentales, est une construction culturelle.

LA FIN DE L'EMPIRE : LE DÉPART DES « COLONS » RUSSOPHONES

À l'exception de la Russie, les États nés de l'URSS se sentent tous comme des États-nations : la priorité symbolique, mais également politique et professionnelle, doit être donnée à la nationalité titulaire. Les États d'Asie centrale maintiennent fermement la division soviétique entre citoyenneté (marquée par l'obtention du passeport) et nationalité (mentionnée dans le passeport comme une catégorie d'information après le nom, la date de naissance, etc.). Les États du Sud-Caucase, eux, l'ont abolie, mais les appels à son rétablissement se font régulièrement entendre sur la scène publique. En vingt ans d'indépendance, tous les pays de la région ont connu une nette évolution vers la mono-ethnicité¹, aussi bien par le départ massif des russophones que par d'importants mouvements, volontaires ou forcés, de populations.

Pour les régions du Sud-Caucase et de l'Asie centrale, l'intégration dans l'empire russe a signifié, entre autres choses, une plus grande diversification de la population, avec l'installation de millions de migrants slaves au fil de l'avancée de la conquête tsariste, puis des programmes de développement industriel et agricole soviétiques. Toutefois, dès le recensement de 1959, le dynamisme démographique des peuples sud-caucasiens et centrasiatiques ainsi que le net ralentissement de la croissance des Slaves et des Baltes se reflètent dans les statistiques soviétiques². Dans les années 1960, les flux migratoires diminuent. À Tbilissi, le nombre de Russes décline en chiffres absolus entre 1959 et 1970 (passant de 125 700 à 124 300)³, et les Russes deviennent une minorité à Bakou dès les années 1960⁴. Les flux commencent à s'inverser au cours de la décennie suivante : les Slaves ne s'installent plus massivement au Sud-Caucase ou en Asie centrale, et ceux qui quittent ces régions sont plus nombreux que ceux qui s'y établissent. Alors que quelque 117 000 individus arrivaient de Russie en Asie centrale en 1971, ce chiffre baisse à 80 200 en 1977, puis à 75 900 en 1980. Pendant la décennie 1970, le Kazakhstan connaît une balance migratoire négative de près d'un demi-million de personnes, tandis que le Kirghizstan perd environ 100 000 habitants. Pour l'ensemble des trois autres républiques d'Asie centrale, le solde migratoire est lui aussi négatif de 200 000 personnes entre 1976 et 1980⁵. Entre 1979 et 1989, la proportion de Russes diminue de 8,9 % en Géorgie, de 17,5 % en Azerbaïdjan, de 25,7 % en Arménie⁶.

Les raisons de ces départs en masse sont économiques (arrêt des grands projets de développement dans ces régions et report de l'intérêt de Moscou sur la Sibérie et l'Extrême-Orient), mais également culturelles (sentiment diffus de ne pas trouver sa place dans les sociétés du sud de l'Union) et politiques (stratégies d'indigénisation massive des cadres qui donnent priorité aux « nationaux », c'est-à-dire aux membres de la nationalité titulaire de la république).

Les évolutions postsoviétiques, en particulier les immenses flux migratoires qui marquent la région, s'ancrent donc dans des dynamiques bien plus anciennes, impulsées au cours des dernières décennies de l'URSS. Les minorités nationales sont les premières à quitter la région. Au dernier recensement soviétique de 1989, l'Asie centrale compte encore plus de 12 millions de personnes « d'origine européenne » (Russes, Ukrainiens, Biélorusses, Allemands, Polonais, Baltes, Grecs, Tatars, etc.), dont quelque 9,5 millions de Russes. En 2010, ce chiffre descend à moins de 7 millions, dont moins de 5 millions de Russes. En ce qui concerne le Sud-Caucase, on recensait encore, en 1989, 341 200 Russes en Géorgie, 392 000 en Azerbaïdjan et seulement 51 600 en Arménie. Au début du XXI^e siècle, ils n'étaient plus que 67 000 en Géorgie, 141 000 en Azerbaïdjan et 14 000 en Arménie, un chiffre qui a encore baissé durant la décennie 2000⁷. Au total, plus de 80 % des Russes du Tadjikistan et de la Géorgie ont quitté ces pays ; c'est aussi le cas de plus des deux tiers de ceux du Turkménistan, de plus de la moitié de ceux d'Ouzbékistan et de plus d'un tiers de ceux du Kazakhstan et du Kirghizstan. L'hémorragie a également été importante pour les autres groupes. Plus de 200 000 Juifs ashkénazes ou de Boukhara ont émigré d'Asie centrale vers Israël, le Canada ou les États-Unis⁸. Au Tadjikistan, 99 % des Juifs iranophones sont partis⁹. Les Allemands ont suivi : près des trois quarts d'entre eux ont quitté l'Asie centrale au cours de la première décennie d'indépendance, soit au total plus de 700 000 personnes¹⁰. Au Kazakhstan, entre 1989 et 1999, la population ukrainienne est passée de près de 900 000 à moins de 550 000 personnes, les Biélorusses de 182 000 à 119 000, les Polonais de 60 000 à 47 000, les Grecs de 46 000 à 12 000. Le Kirghizstan a perdu plus de la moitié de ses Ukrainiens, deux tiers de ses Biélorusses et près des quatre cinquièmes de sa population allemande. Cette baisse se poursuit : en 2007, on ne comptait plus que 27 000 Ukrainiens et 12 000 Allemands au Kirghizstan, soit moitié moins qu'en 1999¹¹. En Azerbaïdjan, 169 000 Russes, 15 000 Ukrainiens et 3 000 Biélorusses ont quitté le pays entre 1989 et 1995.

Les non-titulaires ont donc « voté avec leurs pieds » face à la détérioration globale de la situation économique, aux conflits au Sud-Caucase et au Tadjikistan, au sentiment d'une absence d'avenir pour leurs enfants, à la baisse de la russophonie (fermeture des écoles russophones, manque de médias, lois exigeant la connaissance des langues nationales pour entrer dans la fonction publique) et à la non-représentation politique. Ces mouvements migratoires diminuent dans la seconde moitié des années 1990, puis baissent nettement en intensité au cours de la décennie 2000. À cette date-là, en effet, une grande partie de ceux qui voulaient émigrer ont réussi à le faire. Quant à ceux qui sont restés, soit ils ont trouvé leur niche (couples mixtes, personnes bien intégrées aux réseaux locaux, individus bénéficiant d'une situation économique ou sociale enviable, etc.), soit ils sont dans l'impossibilité de partir (personnes sans revenus pour financer l'émigration, sans débouchés dans la patrie ethnique ou ailleurs, personnes âgées, etc.)¹². L'âge relativement avancé des populations russophones restées en Asie centrale et au Sud-Caucase accélère aujourd'hui leur baisse proportionnelle dans les recensements.

SUD-CAUCASE ET ASIE CENTRALE :
EN CHEMIN VERS LA MONO-ETHNICITÉ

D'autres mouvements de populations, résultant souvent de conflits armés, ont modifié la carte ethnique de l'ensemble de la région. Dès l'époque soviétique, l'Arménie et l'Azerbaïdjan se démarquaient par leur faible proportion de « non-titulaires »¹³. Le conflit du Karabakh a renforcé cette tendance en faisant fuir les Arméniens d'Azerbaïdjan et les Azéris d'Arménie. Les pogroms antiarméniens de Soumgaït en février 1988, puis ceux de Bakou en décembre 1989-janvier 1990, ont conduit à la mort de plusieurs centaines de personnes, et la cohabitation séculaire entre Arméniens et Azéris a sans doute été définitivement détruite¹⁴.

Le cas identitaire géorgien est plus complexe. À son indépendance, le pays comptait un tiers d'habitants considérés comme appartenant à des minorités, avec des rapports très diversifiés à l'entité nationale géorgienne, mais on trouvait également, au sein des Géorgiens « ethniques », des minorités religieuses (musulmanes) ou des populations ne parlant pas le géorgien (Mingréliens et Svanes). L'Ossétie du Sud et l'Abkhazie ont vu leur spécificité identitaire consolidée par les conflits postsoviétiques, qui les ont durablement séparées de l'entité géorgienne. En deux décennies, l'influence russe croissante, le système de passeportisation lancé par Moscou qui permet aux Ossètes du Sud et aux Abkhazes de circuler librement en Russie en tant que citoyens russes, le renforcement des élites locales par le contrôle des économies de l'ombre et, en Ossétie du Sud, une épuration ethnique qui a mis fin aux cohabitations séculaires ont affaibli les perspectives de réintégration sous la tutelle de Tbilissi¹⁵. Les propos maladroits des leaders politiques géorgiens sur l'État-nation ont accru la peur d'une « géorgianisation » des régions autonomes et alimentent le sentiment que Tbilissi serait incapable d'accepter une souveraineté à dimension variable dans les régions sécessionnistes.

L'Adjarie constitue un cas à part, car les Adjars parlent géorgien mais sont musulmans, et leur autonomie est fondée avant tout sur leur statut hérité de l'URSS et sur la présence militaire russe. La région sécessionniste a toutefois été reprise en main en 2004, précisément parce que la dimension ethnique en était absente¹⁶. Les Arméniens de Tbilissi, qui avaient joué un rôle majeur dans l'histoire de la ville, ont quant à eux quitté la capitale en masse lors des conflits du début des années 1990. Les Meskhètes, musulmans, déportés sous Staline, n'arrivent pas non plus à trouver leur place dans le nouvel État-nation. Les régions de la Djavakhétie et de la Kvémo Kartlie ont connu des tentations irrédentistes qui ne se sont pas matérialisées. Les populations arméniennes dans la première, azéris dans la seconde, se sont tournées vers leur État parent en quête de soutien, tout en restant intégrées à l'entité géorgienne et en cherchant leur légitimité à Tbilissi¹⁷.

En Asie centrale, le Turkménistan et le Tadjikistan sont en tête du classement en termes de mono-ethnicité. Les deux pays affichent des taux de près de 90 % de « titulaires » (Turkmènes au Turkménistan, Tadjiks au Tadjikistan), mais les autorités continuent de maquiller les chiffres des recensements afin de faire paraître plus faible la proportion de personnes se déclarant ouzbèques (de l'ordre d'au moins 10 % dans les deux pays)¹⁸. Les Ouzbeks du Turkménistan, installés le long de l'Amou-Daria, sont particulièrement discriminés sur le plan professionnel, politique et culturel¹⁹. L'Ouzbékistan, de son côté, compte une importante population tadjikophone dans les villes de Samarcande et de Boukhara, mais ne lui reconnaît aucune autonomie. En Ouzbékistan et au Tadjikistan, les pouvoirs politiques nient la complexité des références identitaires et imposent entre « Ouzbeks » et « Tadjiks » une dissociation artificielle qui n'a pas de sens pour les principaux concernés, pourtant forcés de faire un choix lorsqu'ils entament des démarches d'état civil. Sans devenir des motifs de conflit comme au Sud-Caucase, les identités régionales bénéficiant de statuts territoriaux autonomes pendant la période soviétique ont été largement rognées. Ainsi, la région autonome du Karakalpakstan en Ouzbékistan ne jouit d'aucune autonomie de fait ; au contraire, elle n'arrive pas à voir ses intérêts représentés à Tachkent. Quant à la région autonome du Haut-Badakhchan au Tadjikistan, elle a perdu dans les années 2000 l'autonomie gagnée pendant et après la guerre civile²⁰.

Au Kazakhstan et au Kirghizstan, les non-titulaires – principalement des Russes et des Ouzbeks – sont encore extrêmement nombreux, mais les autorités gonflent les chiffres des nationaux : les Kazakhs et les Kirghizes représenteraient aujourd'hui respectivement 65 et 71 % de la population de leur république. L'« amitié des peuples » est cultivée sur un mode folklorique qui valorise la diversité nationale, mais interdit aux minorités de s'exprimer politiquement (liquidation des partis politiques russes au Kazakhstan, refus de reconnaître un statut officiel à la langue ouzbèque ou de mettre en place des politiques de quotas favorables à la minorité ouzbèque au Kirghizstan)²¹. Ces deux pays ont décidé de renforcer leur image de patrie ethnique en instaurant des politiques de rapatriement de leurs « coethniques de l'étranger », c'est-à-dire des personnes se définissant comme kazakhes ou kirghizes et vivant en Mongolie, en Chine, en Afghanistan ou dans les autres pays d'Asie centrale. L'objectif principal de ces politiques est de modifier la composition ethnique de la république en favorisant la nationalité titulaire au détriment des minorités, mais également, dans une moindre mesure, de bénéficier d'une nouvelle main-d'œuvre. Le Kazakhstan, fort de son dynamisme économique, a attiré environ 600 000 Kazakhs de l'étranger – appelés « Oralmans » –, le Kirghizstan bien moins (quelques dizaines de milliers) de « Kairylmans »²². L'idée d'un État « au service » de la nation titulaire, et non de tous ses citoyens, a donc été confirmée par ces politiques à base ethnique.

DES IDENTITÉS CENTRASIASIATIQUES RETRADITIONALISÉES :

LE MYTHE DU « CLAN »

Traditionnellement, les sociétés centrasiatiques accordent une grande importance aux questions de descendance : la parenté joue un rôle dans les alliances matrimoniales (stratégies endogames ou exogames) et dans les divers rites – mariages, enterrements ou commémorations. Ces solidarités de parenté sont localisées, puisqu'elles reposent sur la confiance et la réciprocité (un service rendu sera rétribué plus tard). Dans la plupart de ces sociétés, chacun doit pouvoir nommer ses ascendants sur plusieurs générations, ce qui est interprété comme une preuve de la vitalité des identités généalogiques.

Cependant, consécutivement aux profondes transformations sociales de la période soviétique, de nombreux autres modes d'appartenance viennent concurrencer l'ancienne référence patrilinéale²³ : les solidarités universitaires entre élèves sortis d'une même promotion, le fait d'avoir travaillé sous les ordres d'une même personne au sein de son équipe (*komanda*), les intérêts économiques personnels dans tel ou tel secteur, ou tout simplement les liens d'amitié. Ces identités alternatives structurent aujourd'hui plus nettement les stratégies individuelles, en particulier en milieu urbain, que les traditionnelles références au « clan » familial ou régional²⁴.

Les deux décennies postsoviétiques ont semblé entraîner une forme de « renaissance » des identités traditionnelles – un prisme faussé cultivé par les médias et les analystes, qui se sont emparés du concept de « clan », tabou à la période soviétique, pour en faire un élément d'explication facile. Les difficultés sociales et économiques ont poussé tout un chacun à cultiver l'ensemble de ses réseaux de solidarité, de toute nature, afin de s'adapter à la brutalité des changements et aux incertitudes de statut. Ainsi, la meilleure carte professionnelle à jouer est celle des relations sociales, que celles-ci soient fondées sur des identités traditionnelles ou non. Chacun cherche à nouer des relations de solidarité et de dépendance, et y voit son unique sécurité sociale : en cas de difficultés financières, personnelles ou professionnelles, le « réseau » peut être activé. Selon les besoins, il aide à lever des fonds pour payer des études ou une hospitalisation, faire construire une maison, organiser un mariage, acheter un poste dans la fonction publique. Mais il peut également n'avoir aucune utilité financière directe et permettre simplement l'embauche du fils d'un ami, le contournement des législations en cas d'ennuis judiciaires, etc. Les grandes entreprises publiques ou privées aussi bien que l'administration fonctionnent par réseaux plus que par reconnaissance des compétences : on y entre grâce à des liens familiaux ou à des amis bien placés, mais aussi par corporatisme, pour ceux qui sortent des grandes écoles de formation des cadres²⁵, ou en achetant purement et simplement la fonction, puisque tous les postes ont quasi publiquement une valeur monnayée²⁶. Une fois le « réseau » activé, celui qui en a bénéficié devient redevable à ceux qui l'ont aidé de services équivalents, à négocier au cas par cas. Ces mécanismes par « réseaux », qui ne sont pas spécifiques à l'Asie centrale, sont souvent présentés, à tort, comme une forme de renouveau ou de survivance de modalités claniques archaïques.

Les pouvoirs politiques ne sont pas restés neutres dans l'instrumentalisation de ces mécanismes de solidarité²⁷. En Ouzbékistan, dès les décennies brejnéviennes, les autorités ont cherché à revaloriser l'association de quartier en lui donnant un aspect socialiste : l'idée d'une prise de décision collective par un comité populaire correspondait bien à l'idéologie en vigueur, et permettait aux instances étatiques de pénétrer le tissu social jusque dans la vie quotidienne des citoyens. Dès 1993, le gouvernement ouzbek indépendant renforce cette logique en officialisant le système de la communauté de quartier (*mahalla*), qui maille aujourd'hui l'ensemble du territoire national, rural comme urbain²⁸. Il rétablit également l'institution traditionnelle qu'est le conseil des anciens (*aksakal*), chargé de veiller à la bonne moralité des habitants du quartier et bénéficiant à ce titre d'un pouvoir coercitif important sur ceux qui refusent de se plier à ce qui est considéré comme la norme sociale. Chaque *mahalla* dispose d'un ou de plusieurs salariés, payés par l'État, et est directement dépendante du gouvernement local (*hokimiat*). Les *mahalla* véhiculent l'idéologie officielle et poursuivent des objectifs multiples, comme la diffusion de la langue ouzbèke aux dépens des langues minoritaires, en particulier le tadjik, dans les régions de Samarcande et de Boukhara. Les *mahalla* se sont vu doter de droits croissants, allant de la distribution de l'aide sociale à la médiation dans les conflits de voisinage, voire dans les conflits familiaux (adultère, divorce, polygamie, mari disparu, etc.). Elles disposent de services gérant les mariages, les naissances et les décès, recensent la population, font office de cadastre, et préparent à la conscription militaire. Elles ont en charge toutes les fonctions de contrôle de la population : contrôle des mineurs, surveillance des comportements considérés comme déviants (drogue, prostitution, maladies sexuellement transmissibles), surveillance des dissidents politiques ou des regroupements religieux interdits²⁹.

Tout en se présentant comme une forme d'autogestion au niveau de la communauté de quartier, la *mahalla* est en réalité un mode de contrôle vertical de l'État sur la société. Le discours officiel sur le « retour à la tradition » et l'émergence d'une société civile aux couleurs nationales permettent à des régimes politiques paternalistes d'offrir une façade démocratique tout en renforçant leur contrôle sur les citoyens. Il est toutefois simpliste de dénigrer la *mahalla* sous prétexte qu'elle imposerait par le haut un contrôle social organisé par des bureaucrates et sans impact sur le vécu quotidien : précisément parce qu'elle interfère avec des mécanismes sociaux qui donnent de l'importance à l'intégration de l'individu dans la collectivité, la *mahalla* contribue à modeler le tissu social³⁰. Si certaines personnes réticentes à ce contrôle y voient « la main de l'État », la majorité des habitants projettent la *mahalla* informelle qu'est la communauté sur la *mahalla*-cellule administrative et recourent largement aux services qu'offre cette dernière. La séparation entre « société civile » et « État » est donc artificielle, car les citoyens s'approprient à leur tour la structure de contrôle mise en place par les autorités, apprenant à la fois à l'utiliser et à la contourner.

Il convient donc de dissocier les questions de parenté, cultivées lors des diverses commémorations rituelles, ou la solidarité de village, qui pousse les individus à soutenir leurs proches et à contribuer au bien-être global de la communauté, des réseaux qui permettent d'accéder aux ressources. Les solidarités sociales sont diversifiées selon que l'on cherche à faire un « bon mariage » qui réponde aux intérêts de la famille élargie, que l'on participe financièrement aux besoins des membres de la communauté de quartier ou que l'on utilise des réseaux sociaux – famille, mais aussi amis, collègues, protecteurs – pour obtenir les ressources financières ou professionnelles nécessaires. À la différence de l'appartenance familiale, l'appartenance au réseau n'est pas immuable : le réseau peut disparaître s'il perd son accès au pouvoir ; on peut également en être exclu ou devoir choisir entre plusieurs réseaux aux intérêts contradictoires. Le jeu identitaire n'est donc pas figé, mais flexible et temporaire, et le clan au sens anthropologique du terme ne constitue qu'un mode d'appartenance parmi d'autres.

La société afghane est elle aussi souvent présentée sous une forme réifiée, comme une mosaïque « artificielle » de populations victimes des découpages coloniaux et forcées de cohabiter sans rien avoir en commun. Les conflits, eux, tendent à être ramenés à l'opposition majoritaire Pachtounes-Tadjiks³¹.

La population afghane est conventionnellement divisée en groupes ethnolinguistiques, parmi lesquels trois dominent : les Pachtounes, les Tadjiks et les Hazaras. À eux seuls, ils représentent plus de 80 % de la population. Les autres groupes sont moins nombreux : Ouzbeks, Turkmènes, Balouches, Nouristani, Brahoui, Aïmaq, auxquels s'ajoutent quelques dizaines d'autres petites ethnies qui ne comptent que quelques milliers de personnes. Outre leur dissociation linguistique – ou des spécificités religieuses en ce qui concerne la minorité chiite –, ces groupes ont des identités territoriales distinctes (Pachtounes au sud, Tadjiks au nord, Hazaras au centre et à l'ouest, Balouches au sud-ouest), mais plus complexes qu'on ne les décrit habituellement. Ainsi, il existe des enclaves pachtounes dans certaines régions septentrionales, comme Balkh et Faryab, du fait des politiques de déplacement des populations de la fin du XIX^e siècle, ainsi que quelques enclaves tadjikes dans le sud du pays. Ces groupes ont également des secteurs d'activité économique différenciés : les Pachtounes vivent essentiellement de l'élevage, les Tadjiks sont considérés comme des agriculteurs et des urbains, les Hazaras sont devenus des urbains au cours des dernières décennies du XX^e siècle, tandis que les Turkmènes, les Ouzbeks et les Kirghizes des régions du Nord vivent d'élevage et de petite agriculture.

Plus important, ces identités ethniques et régionales sont des métaconstructions dues en grande partie à l'État central afghan, qui, tout au long du XX^e siècle, souhaitait régenter l'accès aux ressources. Elles ne doivent donc pas être confondues avec les réseaux de solidarité locaux (*qawm*), qui sont des éléments clés de l'insertion de chacun dans le tissu social local³². Elles sont aussi en concurrence avec des identités tribales chez les Pachtounes (Sarbars, Batans, Ghurghusht, Karlans, etc.), des identités locales très diversifiées chez les Tadjiks, parfois également avec des méta-identités comme celle des « Turciques », qui regroupent Turkmènes, Ouzbeks et Kirghizes, voire avec l'identité politique globale qu'est l'Alliance du Nord. Ces métaconstructions identitaires sont des instruments de légitimité mouvants, qui s'adaptent à l'évolution des conditions d'action politique. Ainsi, après le retrait soviétique, le thème du djihad qui avait uni une grande partie de la population a disparu, et les élites formées par des années de lutte contre les Soviétiques ont réinvesti le champ idéologique autour de sensibilités ethniques et/ou idéologiques qui fondent de nouvelles loyautés politiques³³.

Si les clivages idéologiques et ethniques peuvent se recouper (les Pachtounes sont plus religieux, les Tadjiks plus laïques), l'image d'un pays divisé selon les seules lignes ethniques est fautive³⁴. Les transformations sociales contemporaines ont en effet démultiplié des groupes sociaux aux identités contrastées, entre ceux qui ont connu l'émigration ou le déplacement interne et ceux qui n'ont pas bougé de leur village³⁵, entre ceux qui n'ont pas connu le conflit avec les Soviétiques et ceux qui y puisent encore leur légitimité, entre ceux qui vivent au contact des Occidentaux et ceux qui sont tournés vers le Pakistan ou l'Iran... Ces multiples appartenances sont appelées à gagner en importance avec le départ des troupes de la coalition internationale, et à structurer plus nettement les nouvelles identités en concurrence.

Les questions identitaires sont souvent l'objet de surinterprétations détachées du cadre politique et économique dans lequel elles prennent forme. Les identités nationales, infra- ou supranationales ne sont pas des constructions immuables ; elles évoluent en fonction des contextes politique (de la base sur laquelle se construit la légitimité politique) et socio-économique (réaménagement de l'accès aux ressources, matérielles et symboliques). La période postsoviétique comme les années de guerre et d'occupation en Afghanistan ont contribué à reformuler en profondeur ces identités. Les références linguistiques, religieuses, territoriales ou culturelles qui se présentent comme originelles ou authentiques sont bel et bien dépendantes des recompositions contemporaines.

La tendance à voir dans l'État-nation une forme idéale d'identité collective nie la multiplicité des identités qui composent chaque individu et ne correspond pas aux réalités sociales contemporaines, en particulier à l'importance croissante des migrations. Elle met également en difficulté les sociétés qui ne peuvent se fondre dans le moule attendu. Ainsi, les minorités sont présentées comme des éléments conflictogènes évidents en Géorgie et au Kirghizstan, tout comme la diversité nationale/religieuse l'a été dans les Balkans. Aussi bien au Sud-Caucase qu'en Asie centrale, la cohésion ethnique est appréhendée comme un élément nécessaire à la stabilité du pays, les minorités étant perçues comme des talons d'Achille potentiels ou réels, des « cinquièmes colonnes » au service de puissances extérieures ou des ennemis de l'intérieur. En Afghanistan, cette tendance à la mono-ethnisation, réelle ou imaginée, est moins nette : même si la volonté de pachtouniser la société afghane émerge régulièrement sur le devant de la scène, la diversité ethnique n'est pas remise en cause en tant que telle, et le sentiment d'appartenir à une seule nation, la nation afghane, est dominant. Dans les sociétés postsoviétiques, on voit se cristalliser depuis plusieurs années des identités civiques plus fortes, en particulier au sein des jeunes générations, et des velléités de dépasser le cadre soviétique « nation titulaire *versus* minorités ethniques ». Là encore, les appartenances sont en constante évolution et le « vouloir vivre ensemble » commence à marquer de son empreinte les identités collectives et individuelles.

1 Voir J. Radvanyi, N. Beroutchachvili, *Atlas géopolitique du Caucase*, Paris, Autrement, 2009, en particulier « Le renforcement des nations titulaires », pp. 24-25.

- 2 H. Carrère d'Encausse, *L'Empire éclaté. La révolte des nations en URSS*, Paris, Flammarion, 1978.
- 3 R. G. Suny, *The Making of the Georgian Nation*, Londres, Taurus, 1989.
- 4 B. A. Anderson, B. B. Silver, « Population Redistribution and the Ethnic Balance in Transcaucasia », in R. G. Suny (dir.), *Transcaucasia, Nationalism, and Social Change. Essays in the History of Armenia, Azerbaijan, and Georgia*, Ann Arbor, University of Michigan, 1983, rééd. 1996, pp. 481-506.
- 5 S. Peyrouse, « Les flux migratoires des Russes d'Asie centrale vers la Russie », *Espace, Populations, Sociétés*, n° 1, 2007, pp. 47-57.
- 6 B. A. Anderson, B. B. Silver, « Population Redistribution and the Ethnic Balance in Transcaucasia », *op. cit.*
- 7 S. Serrano, « Les Russes du Caucase du Sud. Du malheur d'avoir un empire (et de le perdre) », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, n° 1, 2008, pp. 121-147.
- 8 M. Shterenhis, « Jews in Central Asia : The Past for the Present », *Central Asia and the Caucasus*, n° 1, 2001, pp. 189-200. Voir également M. Degtiar, « The Jews of Uzbekistan – The End of the Epoch », *Central Asia and the Caucasus*, n° 4, 2001, pp. 176-181.
- 9 J. Thorez, « *Khoroch gde nas net*. L'émigration des "russophones" d'Asie centrale », *ÉcoGéo*, n° 9, 2009, <http://echogeo.revues.org/index11212.html>.
- 10 G. Wettig (dir.), « No Future for the Ethnic Germans in Kazakhstan ? », *Aussenpolitik*, vol. 44, n° 2, 1993, pp. 153-162.
- 11 S. Peyrouse, « Les anciens colons sur le départ. Les migrations des populations russophones », in M. Laruelle (dir.), *Dynamiques migratoires et changements sociétaux en Asie centrale*, Paris, Petra, 2010, pp. 21-48.
- 12 S. Peyrouse, « Les Russes d'Asie centrale : une minorité en déclin face à de multiples défis », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, n° 1, 2008, pp. 149-177.
- 13 Pour le Sud-Caucase, voir le chapitre II.
- 14 T. Huseynov, « Haut-Karabakh : de nouveaux paradigmes pour la paix et le développement », in A. Merlin, S. Serrano (dir.), *Ordres et désordres au Caucase*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2010, pp. 155-168.
- 15 T. Gordadzé, « L'empire contre l'État-nation. L'Ossétie du Sud au cœur du conflit russo-géorgien (1992-2008) », in A. Merlin, S. Serrano (dir.), *Ordres et désordres au Caucase, op. cit.*, pp. 47-76.
- 16 S. Serrano, « Les minorités face à l'État national, une nouvelle place à négocier : le cas de la Géorgie », in M. Laruelle, C. Servant (dir.), *D'une édification l'autre. Socialisme et nation dans les pays (post-)communistes*, Paris, Petra, 2007, pp. 251-286.
- 17 S. Serrano, *Géorgie. Sortie d'empire*, Paris, CNRS Éditions, 2007, pp. 127-176.
- 18 O. Ferrando, « Manipulating the Census : Ethnic Minorities in the Nationalizing States of Central Asia », *Nationalities Papers*, vol. 36, n° 3, 2008, pp. 489-520.
- 19 S. Peyrouse, *Turkmenistan. Strategies of Power, Dilemmas of Development*, New York, M. E. Sharpe, 2011, pp. 90-93.
- 20 F. Bliss, *Social and Economic Change in the Pamirs (Gorno-Badakhshan, Tajikistan)*, Londres, Routledge, 2010 ; S. Davlatshoev, *The Formation and Consolidation of Pamiri Ethnic Identity in Tajikistan*, Ankara, The Graduate School of Social Sciences of Middle East Technical University, 2006.
- 21 Voir le chapitre III.
- 22 O. Ferrando, « Politiques diasporiques et flux migratoires en Asie centrale : les États-nations et leurs minorités coethniques de l'étranger », in M. Laruelle (dir.), *Dynamiques migratoires et changements sociétaux en Asie centrale, op. cit.*, pp. 49-76.
- 23 Sur cette question dans le cas kirghize, voir S. Jacquesson, « Power Play among the Kyrgyz : State versus Descent », in I. Charleux, G. Delaplace, R. Hamayon (dir.), *Representing Power in Modern Inner Asia : Conventions, Alternatives and Oppositions*, Seattle, Western Washington University, 2010, pp. 221-244.
- 24 Pour le Kazakhstan, voir la thèse de Marie Dumoulin, *Les Élités politiques kazakhstanaïses. Faire carrière dans un État en formation*, Paris, IEP, 2008.
- 25 B.-M. Petric, *Pouvoir, don et réseaux en Ouzbékistan post-soviétique*, Paris, PUF, 2002.
- 26 J. Engvall, *The State as Investment Market. An Analytical Framework for Interpreting Politics and Bureaucracy in Kyrgyzstan*, Uppsala, Uppsala University Press, 2011.
- 27 Pour le cas kirghize, voir D. Gullette, *The Genealogical Construction of the Kyrgyz Republic. Kinship, State and « Tribalism »*, Folkestone, UK, Global Oriental, 2010.
- 28 E. W. Sievers, « Uzbekistan's Mahalla : From Soviet to Absolutist Residential Community Associations », *The Journal of International and Comparative Law*, vol. 2, 2002, pp. 91-158.
- 29 Suda Masaru, « The Politics of Civil Society, Mahalla and NGOs : Uzbekistan », in I. Osamu, U. Tomohiko (dir.), *Reconstruction and Interaction of Slavic Eurasia and Its Neighboring Worlds*, Sapporo, Slavic Research Center, 2006, pp. 335-370.
- 30 E. Massicard, T. Trevisani, « The Uzbek Mahalla. Between State and Society », in T. Everett-Health (dir.), *Central Asia. Aspects of Transition*, Londres/New York, Routledge/Curzon, 2003, pp. 205-218.
- 31 A. Rashid, *Taliban : Militant Islam, Oil and Fundamentalism in Central Asia*, Yale, Yale University Press, 2000.
- 32 Voir le chapitre premier.
- 33 Pour les années 1990, voir G. Dorronsoro, *La Révolution afghane*, Paris, Karthala, 2000.
- 34 T. Barnfield, « Afghanistan Is Not the Balkans : Central Asian Ethnicity and its Political Consequences », in G. Rasuly-Paleczek, R. Canfield (dir.), *Ethnicity, Authority and Power in Central Asia*, Londres, Routledge, 2010, pp. 95-109.
- 35 Voir par exemple K. B. Harpviken, *Social Networks and Migration in Wartime Afghanistan*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2009 ; D. Glazebrook (dir.), *Second-generation Afghans in Iran : Integration, Identity and Return*, Londres, Afghanistan Research and Evaluation Unit, 2008.

CHAPITRE PREMIER

Disparition de l'État et reconfiguration des conflits identitaires en Afghanistan

Les conflits ethniques en Afghanistan – leurs enjeux, leurs modalités et leur régulation –, loin de se prêter à une interprétation sur le seul plan local, ne peuvent se comprendre sans prendre en compte le rôle de l'État. L'imposition d'une hiérarchie ethnique, l'accès aux ressources étatiques, les moyens légitimement utilisés dans le conflit renvoient directement aux pratiques des institutions étatiques et à leurs discours. Or l'État s'efface des campagnes dès 1979, puis disparaît totalement entre 1992 et 1996, date à laquelle les talibans prennent Kaboul. Le processus de reconstruction étatique ne parvient pas à son terme, puisque le régime taliban est renversé par l'intervention américaine en 2001 et que le pouvoir en place à Kaboul, de plus en plus dépendant de la présence étrangère, ne contrôle qu'une partie limitée du territoire. Ainsi, depuis 1979, les régimes en place peuvent, au moins sous certains aspects, être considérés comme des acteurs sur le même plan que les partis politiques, dans la mesure où leur contrôle du territoire et leur légitimité sont contestés.

Pour comprendre l'ethnisation des conflits, il importe de distinguer les macro-ethnies des réseaux de solidarité (*qawm*). Les macro-ethnies¹ peuvent être reconnues par l'État et correspondre à des catégories utilisées par les acteurs, mais elles ne sont pas des acteurs collectifs mobilisables. À l'opposé, le concept de *qawm* désigne précisément ces identités quand elles sont actualisées dans un réseau de solidarité. Selon les contextes, différentes identités sont mobilisées, consacrant « le chevauchement et le pluralisme des identités collectives² ». Une solidarité entre shiites, par exemple, naît de la confrontation à un milieu majoritairement sunnite. Le terme peut donc faire référence à des solidarités de nature très différente et à des groupes de taille variable. Tout individu est pris dans des réseaux de solidarité qui reposent sur des obligations plus ou moins étendues et codifiées. Le *qawm* se présente comme un système d'échanges globalisant sur le modèle de la famille élargie, même quand la base réelle d'appartenance est autre (professionnelle, politique ou confessionnelle). Enfin, un réseau de solidarité ne correspond pas nécessairement à un espace géographique continu. Cette différence entre *qawm* et macro-ethnie est centrale pour identifier les niveaux de conflictualité entre les oppositions abstraites de catégories ethniques et les pratiques de pénétration de l'État.

La disparition de l'État entraîne la contestation ouverte de la hiérarchie ethnique et une redistribution des ressources entre groupes. Les partis politiques et les commandants deviennent les instances décisives dans la redéfinition des groupes ethniques, la politisation de l'ethnicité étant médiatisée par la formation des territoires politiques. Enfin, la disparition du monopole étatique de la violence accroît le répertoire des moyens utilisables par les acteurs, d'où les massacres qui réaffirment la hiérarchie ethnique.

L'ÉTAT, ORGANISATEUR ET RÉGULATEUR DES CONFLITS ETHNIQUES

L'État régule les conflits ethniques en donnant (parfois) une existence légale aux différents groupes, en découpant des territoires administratifs, en organisant un accès différencié aux ressources pour les individus ou les groupes, et ce à deux niveaux distincts : les groupes macro-ethniques d'une part, les réseaux de solidarité, plus localisés, d'autre part.

L'État joue un rôle majeur dans la naturalisation des groupes ethniques par le biais des classements démographiques et de l'histoire officielle. Par exemple, la liste des groupes macro-ethniques qui apparaît dans les textes officiels simplifie radicalement les choix identitaires. Avant 1979, la mention de l'ethnicité sur les cartes d'identité force les individus à sortir de situations ambiguës (qui sont la conséquence de contextes locaux) et a des effets dans leurs rapports avec les institutions. De même, l'existence des tribus et leur localisation renvoient à la politique étatique de contrôle des frontières et à un mécanisme de privatisation de la sécurité qui est un instrument des politiques impériales. Cette classification constitue dans le même temps un rappel de la hiérarchie ethnique qui est au cœur de la formation de l'État afghan depuis la fin du XIX^e siècle. Sous l'impulsion de l'intelligentsia, la construction du nationalisme pachtoune, à partir des années 1930, utilise l'histoire et l'archéologie pour « démontrer » l'origine et le destin communs des populations vivant sur le sol afghan. On passe d'une légitimation par la généalogie tribale à une légitimation fondée sur l'ethnicité. L'État mène une politique de pachtounisation cohérente qui va se prolonger jusque dans les années 1970. Bien que le persan soit compris par une large majorité de la population, les gouvernements successifs vont tenter d'imposer le pachtou comme langue nationale, alors que son emploi n'était pas exigé jusque-là, même dans l'administration. Sous Mohammed Daoud Khan (1973-1978), la pachtounisation prend une tournure plus agressive à l'égard des autres communautés. Les émissions de radio en langues vernaculaires, apparues à la fin du règne de Zaher Chah, sont supprimées. En 1978-1979, le nationalisme pachtoune des communistes, malgré un discours en théorie favorable aux minorités, revêt une forme extrême et pèse de tout son poids dans le déclenchement de l'insurrection.

Ensuite, la hiérarchie entre macro-ethnies n'a pas toujours de retombées significatives sur l'accès aux ressources et ne rend pas compte de la complexité des rapports entre groupes, ni entre les groupes et l'État. En effet, l'accès aux ressources dépend généralement moins de l'appartenance nominale d'un individu à une macro-ethnie que de son appartenance à un réseau de solidarité capable de mobiliser des soutiens au sein de l'appareil d'État. Cette gestion des réseaux clientélistes assure probablement une certaine souplesse au système en évitant un affrontement entre groupes macro-ethniques. Avant le coup d'État communiste (1978), certains groupes étaient traditionnellement liés à l'État, à qui ils fournissaient par exemple des soutiens loyaux (tribu Jaji à l'est, Nuristanis, clan royal des Mohammadzai). Le roi Zaher Chah entretenait des relations personnelles avec de grands notables appartenant à toutes les ethnies, par le biais notamment de parties de chasse. Les groupes liés au clan royal disposaient d'un accès prioritaire aux ressources (tribus zirak dans le Sud, par exemple). De plus, même les élites politiques nominalement pachtounes appartenaient à un milieu urbain persanophone – le roi Zaher Chah parlait très mal le pachtou –, et l'opposition entre Pachtounes et non-Pachtounes était loin d'être une explication pertinente du fonctionnement de ces familles dominantes. Sous les talibans, les principaux postes de responsabilité étaient aux mains des Pachtounes du Sud. Après 2001, tout le système politique du sud de l'Afghanistan repose sur la mainmise de quelques tribus liées à Hamid Karzaï

sur les ressources de la coalition (appels d'offres, protection pour le trafic d'opium).

Parmi les ressources que l'État contrôle au moins partiellement, on retrouve la terre, la protection des groupes nomades, le recrutement des fonctionnaires, les investissements étatiques. En Afghanistan, la hiérarchie ethnique se lit dans l'occupation physique du territoire – des Pachtounes dans les plaines fertiles aux Hazaras repoussés sur les marges montagneuses. L'État a systématiquement joué de son pouvoir d'attribuer des terres en manipulant les titres de propriété pour avantager tel ou tel groupe. L'installation de groupes pachtounes dans le nord du pays a, par exemple, entraîné des confiscations de terres qui ont été à l'origine de tensions – toujours vives aujourd'hui – entre les nouveaux venus et les anciens propriétaires ou leurs héritiers. En 2001, les différents commandants qui ont repris Kandahar aux talibans ont confisqué des terres au profit de leurs cotribaux, ce qui représente des sommes considérables. Le nomadisme, très largement pratiqué dans le centre du pays, a été un moyen de contrôle pour l'État central : ainsi, un gendarme accompagnait les nomades pachtounes dans leurs transhumances, et les conflits devant les tribunaux étaient le plus souvent tranchés au profit des nomades. Ceux-ci commerçaient avec les paysans hazaras et leur prêtaient de l'argent à des taux usuraires, ce qui permettait ensuite de prendre leurs terres. Les nomades étaient surtout présents dans la plaine de Ghazni (Naur) et sur la route de Charchakhan (Lal-o Sarjangan).

Par ailleurs, l'entrée dans l'administration est en partie liée à l'identité ethnique, et, dans ce cas, l'appartenance à une macro-ethnie suffit à marquer une différence. Le recrutement des officiers connaît une évolution majeure lorsque Daoud occupe le poste de Premier ministre (1953-1963). Celui-ci, désireux de faire de l'armée un vecteur de la pachtounisation de l'État, favorise la montée progressive des Ghilzais et des Pachtounes de l'Est dans les collèges militaires. Les postes de responsabilité dans l'administration locale sont majoritairement détenus par des Pachtounes, notamment dans le Nord, ce qui renforce le sentiment d'extériorité (mais pas forcément d'illégitimité) de l'État. Pendant la période communiste (1978-1979), la plupart des responsables locaux sont des Pachtounes, ce qui contribue à accroître les tensions et, finalement, conduit aux révoltes locales. Dans les années 1980, le régime communiste a une stratégie ethnique qui l'amène à recruter des Hazaras dans l'administration centrale ainsi qu'un Premier ministre hazara (Sultan Ali Keshtmand).

Les conflits entre l'État et certains groupes étaient fréquents jusqu'aux années 1950. Les tribus de l'Est se soulèvent encore dans les années 1960, mais la dernière grande révolte ghilzai date des années 1930. Ces révoltes sont souvent le fait de Pachtounes (alors qu'ils dominent le pouvoir), mais, de façon assez semblable à ce qui se passe aujourd'hui, certaines tribus ou régions sont marginalisées par les groupes au pouvoir (on retrouve une forte proportion de Ghilzais chez les talibans).

À partir des années 1950, l'armée devient suffisamment forte pour décourager toute tentative de révolte et les conflits ont lieu entre groupes locaux (et non entre macro-ethnies), ce qui installe l'État dans un rôle d'arbitre et renforce son pouvoir. La pénétration de l'État en Afghanistan était réelle avant 1978, y compris dans les campagnes. Loin de la vision romantique du « royaume de l'insolence », ce qui frappe les observateurs à partir des années 1950, c'est plutôt l'absence de résistance et la collaboration entre les notables locaux et les représentants de Kaboul. De ce fait, les conflits locaux, entre *qawm*, sont généralement régulés par l'État, au moins dans le sens où la violence reste à un niveau acceptable. L'État impose en effet des limites à la violence entre groupes et utilise les conflits pour se poser en arbitre (ce qui ne veut pas dire qu'il reste neutre), avec la menace d'une intervention des forces de sécurité. Cette présence de l'État en arrière-plan a parfois créé l'illusion d'une autorégulation des conflits ; or il est plus probable que les règles du jeu définies par l'État étaient intériorisées par les acteurs.

LA MOBILISATION DES IDENTITÉS ETHNIQUES

Les acteurs de la guerre civile sont des partis (ou des commandants), rarement des réseaux de solidarité et jamais des macro-ethnies. De plus, le discours ethno-nationaliste est illégitime, même s'il est évident que ces considérations jouent un rôle dans certains partis. En effet, c'est le djihad qui constitue la justification de la révolte contre l'État, encore aujourd'hui. Les partis deviennent les instances qui mobilisent et, dans certains cas, définissent les groupes macro-ethniques. Enfin, au niveau plus local des réseaux de solidarité, l'appartenance ethnique devient une ressource pour des entrepreneurs politiques.

La politisation progressive de l'appartenance ethnique s'explique notamment par la territorialisation des partis politiques qui sont en concurrence. La guerre conduit à une régionalisation des partis, qui contrôlent des territoires de plus en plus mono-ethniques dans les années 1980. Après le retrait soviétique, certains partis vont utiliser une identité ethnique pour se construire une base politique. Même les partis qui refusent cette ethnicisation de la guerre deviennent de plus en plus nettement les représentants objectifs d'une ethnie, et leur stratégie s'en trouve modifiée. Le rôle des partis est donc décisif dans le passage à la mobilisation politique sur une base ethnique. Dans certains cas, l'identité ethnique est tellement ambiguë qu'on peut pratiquement dire qu'elle est créée, plus que mobilisée, par le parti. Par ailleurs, l'euphémisation de l'ethnicité se fait souvent par référence au territoire local, supposé plus légitime que Kaboul. Le refus de l'État s'explique par un projet ethnique, généralement la volonté d'aller vers un système fédéral. De ce point de vue, le macro-local est à comprendre à travers la lutte pour les classements ethniques qui fait suite à la disparition de l'ordre dominé par les Pachtounes. La thématique de l'authenticité ethnique oppose les « vraies » communautés à l'artificialité de l'État.

La plupart des groupes ethniques sont l'objet d'un travail de mobilisation partisane pendant la guerre. Deux exemples présentant des variations intéressantes permettent d'illustrer notamment l'artificialité croissante de la définition des groupes par les partis.

La communauté hazara pendant la guerre s'est mobilisée, armée, et a tenté de peser sur les équilibres politiques, en particulier après la chute de Kaboul. La guerre, si elle élimine les nationalistes laïques, va voir resurgir la spécificité hazara, entre autres le

rapport privilégié de ce groupe avec l'Iran (alors que les chiites non hazaras ont de mauvaises relations avec ce pays). Les oulémas hazaras qui dirigent les partis sont nationalistes, et la formation du Hezb-i Wahdat en 1990 a explicitement pour objectif de permettre de négocier la place des Hazaras dans les futurs équilibres politiques après le retrait soviétique. Ils peuvent compter sur deux phénomènes. Premièrement, le gouvernement communiste a encouragé leur présence dans l'administration, où ils sont nombreux. Deuxièmement, en raison de l'exode rural, les Hazaras sont devenus des urbains, notamment à Kaboul et à Mazar-i-Sharif. La guerre est donc pour eux l'occasion d'accéder au rang de partenaires majeurs sur un plan politique et social.

Le second exemple concerne un parti créé en 1992, le Jumbesh-i-Melli (Front national), issu des anciennes milices gouvernementales du Nord-Ouest formées dans les années 1980. Dans ces régions, le succès de la politique de réconciliation nationale a permis au gouvernement de trouver une base rurale. Pour renforcer sa position, le Jumbesh a tenté de rallier les zones ouzbèques ou turkmènes du nord de l'Afghanistan pour remplir son espace potentiel et accroître son contrôle des zones frontalières. Bien que les déclarations officielles évitent en général toute allusion à un groupe ethnique particulier, la propagande met en avant la personnalité « turcique » du principal dirigeant, Rashid Dostum. En raison de la présence d'une minorité turkmène, c'est d'ailleurs l'aspect turcique, au sens large, plus qu'ouzbek, qui est valorisé. L'absence de base ethnique très cohérente contraint le Jumbesh à tenir un discours ambigu. La rhétorique nationaliste est, au départ, seulement tactique. En effet, la plupart des cadres sont d'anciens communistes, donc peu suspects d'être des nationalistes ouzbeks de conviction. Pour les cadres du Jumbesh, le problème est de créer une mobilisation « nationaliste » là où il n'existe qu'une identité ethnique. Concrètement, c'est le passage d'une solidarité communautaire (*qawm*) à une loyauté plus abstraite, tournée vers une nation représentée par un appareil para-étatique (celui du Jumbesh). Ce passage suppose un discours idéologique et des modes de mobilisation. Or, historiquement, la région du Turkestan (du Faryab à Balkh) n'a jamais été unie politiquement, et la carte ethnique du nord de l'Afghanistan est d'une grande complexité. La notion même d'ethnie ouzbèque renvoie d'ailleurs à de multiples identités tribales de peuples d'origine et de nature très différentes.

Les identités tribales ou locales, parfois floues, peuvent devenir la base d'une mobilisation politique au sein de milices. Des entrepreneurs politiques les mobilisent pour accéder à des ressources comme les financements extérieurs. Ainsi, à Hérat, où les identités ethniques sont relativement faibles, il semble que les milices aient joué un rôle dans la réaffirmation de certaines identités (cas des groupes extérieurs comme les Pachtounes) et qu'elles aient pu être utilisées comme des *qawm*, en jouant sur des solidarités inventées. Le commandant dispose de ses hommes comme d'un *qawm* qui se crée à l'occasion de la guerre. Les commandants ralliés se présentent parfois comme des chefs tribaux, alors que la réalité est souvent différente. Par exemple, Saïd Ahmad déclare à un journaliste gouvernemental : « En 1979, le régime d'Amin a noyé l'Afghanistan dans le sang. Le malheur est venu aussi dans notre tribu des Alizai. Plusieurs centaines de membres de ma tribu ont été arrêtés, puis fusillés. Mon père, chef de la tribu, se trouvait parmi eux³. » Or rien ne permet de dire que Saïd Ahmad ait été avant guerre le « chef » des Alizai (bien qu'il soit effectivement issu de cette tribu) ; en fait, il n'y avait pas d'institutions tribales fonctionnant à Hérat avant guerre. Cette reconstruction dissimule une recherche de légitimité de la part du gouvernement, qui remplace la dissidence et le ralliement dans le cadre connu des rapports entre l'État et les tribus. Saïd Ahmad lui-même se légitime par l'appartenance à un *qawm* ; la légitimité tribale s'oppose ainsi à celle du djihad. Le ralliement n'est plus une trahison, mais le jeu normal des alliances tribales.

Même si l'État n'apparaît pas immédiatement comme étant partie prenante dans les conflits entre groupes ethniques, il définit largement les enjeux et les modalités de ces conflits, parfois même les groupes eux-mêmes. Dans ce pays en guerre civile depuis 1978, les partis politiques reprennent en partie les fonctions étatiques, mais dans une situation de concurrence, et non de monopole. L'ethnicisation de la guerre n'est pas immédiate et tient au mécanisme de territorialisation des partis, qui les limite à un groupe macro-ethnique principal ou, dans le cas des Hazaras, à la différence religieuse (chiite). Les talibans ont fait appel de façon ambiguë au sentiment de marginalisation des Pachtounes dans l'ordre politique post-2001, tout en parvenant à mobiliser au-delà de ce groupe, notamment dans le Nord. La réintégration des talibans dans le jeu politique à Kaboul par le biais de négociations permettrait, avec un peu de chance, une sortie de conflit et une redéfinition acceptable des rapports entre groupes ethniques. L'échec des négociations conduirait probablement à terme à un retour au pouvoir des talibans, avec à la clé une tentative pour imposer par la force un retour à la hiérarchie ethnique antérieure.

1 On compte généralement moins d'une dizaine de macro-ethnies en Afghanistan : Pachtounes, Tadjiks, Hazaras, Ouzbeks, Turkmènes, Balouches, Nuristanis. Pour une approche théorique, voir J.-P. Digard (dir.), *Le Fait ethnique en Iran et en Afghanistan*, Paris, Presses du CNRS, 1988.

2 P. Centlivres, *Et si l'on parlait de l'Afghanistan*, Paris/Neuchâtel, Éd. de l'Institut d'ethnologie de Neuchâtel/Maison des sciences de l'homme, 1988, p. 38.

3 Déclaration reprise par M. Achraf, *L'Afghanistan, une voie difficile vers la paix*, Moscou, Novosti, 1987.